



ALSTOM

Saint-Ouen, le 29 novembre 2017

TOUS À BERCY CE JEUDI 30 NOVEMBRE POUR LE MAINTIEN DE TOUS NOS EMPLOIS !

Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FO ALSTOM ont décidé d'appeler à la grève¹ et à un rassemblement national devant Bercy, au ministère de l'économie et des finances, afin de rencontrer le ministre M. Bruno LE MAIRE, car en se retirant d'ALSTOM au profit des actionnaires, l'Etat renie les engagements qu'il avait pris au moment de la vente des secteurs énergie d'ALSTOM à GE, à savoir devenir actionnaire de référence pour garantir le maintien des emplois sur ALSTOM.

Il faut savoir que les « synergies » annoncées avec ce projet de fusion-absorption font peser les plus grandes menaces sur les emplois dans la construction ferroviaire.

Les organisations syndicales vous donnent

**rendez-vous jeudi 30 novembre à 11h au
ministère de l'économie et des finances**

métro : Bercy - Ligne 14

**départ groupé à 10h en bas de KAPPA
pour St-Ouen**

¹ Dans le secteur privé, ni les syndicats ni les salariés n'ont d'obligation de préavis de grève. Sur un plan légal, il n'y a donc aucune démarche préalable à effectuer pour se mettre en grève le 30 novembre. Il y a un numéro d'imputation pour la grève sous Alista.

Nous exigerons du gouvernement qu'il prenne les mesures qui s'imposent pour **préserver sur chaque site d'Alstom France toutes les activités et tous les emplois.**

Le groupe Siemens a annoncé un plan de suppression de 6900 emplois dont la moitié en Allemagne.

General Electric a également annoncé plusieurs milliers de suppressions d'emplois et un recentrage sur ses activités principales, aéronautique, santé et turbines.

D'ores et déjà, 345 suppressions de postes ont été annoncées sur Alstom-GE hydro à Grenoble sur un effectif de 800. Rappelons qu'**ALSTOM est actionnaire à 50%** de la co-entreprise GE-ALSTOM nommée 'renewable' qui comprend notamment hydro. L'intersyndicale sur Alstom-GE hydro à Grenoble a décidé de participer à notre rassemblement à Bercy le 30 novembre.

Le 30 novembre, nous irons dire au gouvernement :

- Qu'il doit imposer que **les commandes publiques françaises soient réalisées en France,**
- Que **l'Etat se doit de développer la filière ferroviaire,** cela concerne 20 000 emplois directs, dont 8800 chez ALSTOM, et 80 000 en indirects,
- Que le gouvernement doit imposer des **garanties sérieuses pour le maintien des emplois,**
- Et qu'il doit intervenir pour **qu'aucun licenciement n'ait lieu sur ALSTOM-GE hydro à Grenoble.**

En application du décret du 14 mai 2014 relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable, Siemens doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour pouvoir acquérir Alstom. Donc **l'Etat a une grande responsabilité dans ce projet.**

Rappelons qu'à l'automne 2016 suite à l'annonce du plan de fermeture du site de Belfort, les salariés d'ALSTOM accompagnés par les organisations syndicales ont obtenu le retrait du plan par la grève² déclenchée à Belfort et le rassemblement national au siège à Saint-Ouen.

Pour conserver nos emplois, nous devons nous mobiliser le 30 novembre !

² Dans le secteur privé, ni les syndicats ni les salariés n'ont d'obligation de préavis de grève. Sur un plan légal, il n'y a donc aucune démarche préalable à effectuer pour se mettre en grève le 30 novembre. Il y a un numéro d'imputation pour la grève sous Alista.